



Prise de position actuelle du Mouvement Ecologique

Revaloriser le rôle de représentation des citoyens de la Chambre des Députés !

Selon la Constitution, la Chambre des Députés représente l'organe par excellence qui a pour mission suprême de représenter directement les citoyens. Ces dernières années, au-delà du pur travail législatif de la Chambre, une série d'initiatives positives ont été lancées dans ce contexte : ainsi le droit de pétition fut élargi, un Parlement des jeunes fut institué, des auditions publiques ont (eu) lieu, etc.

Pourtant, dans un État démocratique du 21ème siècle, un élargissement conséquent du rôle de la Chambre des Députés - bien au-delà des initiatives précitées – s'impose !

Le renforcement des ressources humaines qui fut annoncé au cours des dernières semaines est un premier pas positif dans la bonne direction. Ceci dit, il devient incontournable de créer et de pourvoir des postes supplémentaires spécialisés dans les différents domaines politiques spécifiques. Le fait de disposer des compétences techniques indispensables propres est LA condition de base pour éviter que le Parlement ne soit subordonné aux (voire à la merci des) seules connaissances des fonctionnaires des ministères ...

Il convient en outre d'engager d'autres chemins de réforme.

Recourir aux rapports de séances pour en faire un véritable instrument d'information

Trop souvent, les rapports des séances des Commissions ne sont publiés que plusieurs semaines après les réunions, ce qui fait qu'il est difficile de suivre le processus de la formation de l'opinion publique, à moins d'appartenir aux cercles d'initiés. Aussi, contrairement à ce qui était le cas auparavant, les rapports n'indiquent plus les noms des auteurs des différentes prises de position. De ce fait, les rapports perdent énormément de leur valeur, car la transparence et l'identité d'un politicien sont essentielles afin de pouvoir se faire une idée claire des positions des différents partis politiques. Repenser cette pratique actuelle permettrait non seulement aux citoyen/nés intéressé(e)s de suivre l'opinion publique en temps réel, mais serait également un signe de respect par rapport à ceux et celles qui s'engagent activement au niveau des différents dossiers.

Arrêter de faire écran entre les Commissions et la société civile

Il convient également de s'interroger sur le fait que les Commissions ont apparemment tendance à se « protéger » de plus en plus par rapport à la société civile. Contrairement aux périodes de législation précédentes, il est vrai qu'au cours de la période écoulée, il n'y a pas eu de réel échange entre les Commissions (du moins entre celles en charge des questions environnementales et de développement durable) et les acteurs de la société civile. Et cela même lorsque ces derniers avaient formulé des positions fondées et sollicité une entrevue en conséquence. Une pareille ligne de démarcation est diamétralement opposée à toute politique moderne et ouverte d'une Chambre de Députés face à des acteurs civils qui souhaitent s'engager au moyen de propositions concrètes pour le bien de la société entière.

Ne pas se focaliser sur le seul Conseil d'État ... mais donner une suite concrète aux avis de tous les acteurs concernés

Dans le cadre des discussions menées autour de projets de lois, contrairement à ce que nous avons vécu autrefois, tout porte à croire que dans le passé récent, plus d'une Commission parlementaire ne se concentrait et n'analysait (presque exclusivement) que le seul avis du Conseil d'État, tout en n'accordant qu'une attention très limitée aux avis des Chambres professionnelles et des autres acteurs concernés. Au cours de la période de législation écoulée, les rapporteurs de projets de loi ont rarement renvoyé aux dits avis des acteurs de la société civile. Alors que ce sont surtout ces avis qui, de par leur diversité, miroitent les points de vue et les réalités de notre société. Qui plus est, ils renferment souvent des idées et des propositions très concrètes, qui méritent de faire l'objet d'une discussion !

Continuer à développer le droit de pétition – introduire le droit d'initiative citoyenne

En général, le « droit de pétition » reconnu aux citoyen/nes doit être qualifié de positif et il est vrai que les citoyen/nes y recourent souvent. Certes : il est bien de débattre, mais qu'en est-il de la suite ? Hormis un relevé sommaire des résultats des audiences sous forme de « bilan annuel », il est difficile de distinguer les conclusions que les députés tirent des pétitions et les suites qu'ils y réservent. Nous avons la très nette impression que la Chambre des Députés se borne à rediriger en partie certaines interrogations vers l'adresse du gouvernement, sans pour autant prendre position elle-même. Et ce qui en advient en définitive ... nous ne pouvons que spéculer.

Toute démocratie vivante présuppose l'existence d'un droit d'initiative citoyenne qui va bien au-delà ! L'introduction de « l'initiative populaire », dont il est également question dans le cadre de la réforme constitutionnelle, représente un développement majeur. C'est un élément central qui permettra non seulement de mettre à profit, de manière concrète, les connaissances et l'engagement des citoyen/nes, mais également d'augmenter l'acceptation de projets respectivement d'accroître l'intérêt porté à la conception des politiques et de lutter contre le phénomène de désaffectation à l'égard de la politique.

Faire des auditions publiques un véritable instrument de la formation de l'opinion politique

L'organisation d'auditions publiques au sein de la Chambre des Députés peut représenter un instrument important de la formation de l'opinion au profit des députés. Cela présuppose néanmoins

qu'un réel échange d'idées et d'avis ait lieu entre les acteurs en jeu. Le concept de bon nombre d'auditions du passé s'est néanmoins strictement limité à permettre une séquence de « déclarations » de différents acteurs, même si ces dernières pouvaient être qualifiées d'instructives et révélatrices. Un développement continu du concept de base des *hearings* en leur qualité d'instrument réel de l'échange et de la formation de l'opinion (et ce dans l'esprit tel que nous l'avons déjà évoqué à maintes reprises) constituerait une véritable chance en vue de revaloriser le Parlement.

Le mandat de député : un job à plein temps !

Aux yeux du Mouvement Écologique, la réforme incontournable du mandat de député – d'ailleurs comprise dans presque tous les programmes des partis politiques – s'impose d'urgence ! Le job de député doit devenir un job à plein temps. Car il est un fait bien établi que les députés-bourgmestres ou députés-échevins/conseillers communaux manquent visiblement de temps pour prendre plus amplement connaissance des différents thèmes spécifiques et textes techniques traités à la Chambre. La prochaine période de législation doit marquer une séparation nette entre le mandat de député et celui d'échevin/conseiller communal ! Dans le même ordre d'idées, il devrait être interdit aux députés de poursuivre toute autre activité professionnelle !

La pratique adoptée par la Chambre des Députés en son rôle de représentation des citoyen/nés doit revêtir un caractère modèle, non seulement en termes de transparence et de prise de décision mais également en termes d'échange avec les citoyen/nés et les acteurs de la société civile.

Dans une période de « Fake News », de courants de plus en plus hétérogènes, de thématiques de plus en plus complexes et surtout de défis à relever sans perte de temps, une Chambre des Députés moderne et efficace s'avère être l'interface par excellence pour un bon fonctionnement démocratique et l'outil indispensable pour contrecarrer toute désillusion par rapport à la politique !

Dans ce contexte, en ce début de nouvelle législation, la Chambre des Députés et les partis politiques devraient lancer un débat sur les attentes actuelles des électeurs et initier enfin les réformes qui s'imposent en conséquence. Après tout, c'est bien ce que nous avons cru comprendre à la lecture de différents programmes électoraux

Mouvement Ecologique

Février 2019